

Monsieur le commissaire enquêteur

Dans deux arrêtés récents, le préfet de l'INDRE a rappelé que l'INDRE avait largement respecté ses objectifs en matière d'énergies renouvelables dont la production couvrait déjà la consommation électrique totale du département :

- Projet de BUZANCAIS :

Considérant que depuis les années 2010, l'Indre est un département qui participe fortement au développement des énergies renouvelables puisque, outre l'intermittence et le décalage entre les périodes de consommation d'énergie et les périodes de production d'énergie, avec près de 680 MW de puissance installée en service et/ou autorisés (dont près de 480 MW d'énergie éolienne et 210 MW d'énergie photovoltaïque), la production d'énergie électrique renouvelable couvre d'ores-et-déjà la consommation électrique totale du département ;

Considérant qu'ainsi le département de l'Indre est le second producteur d'électricité renouvelable de la région Centre Val-de-Loire, bien au-delà de son poids habituel (population, surface...) dans la région ;

Considérant que le développement d'un mix énergétique (éolien, photovoltaïque, biomasse, méthanisation, géothermie...) sur le département, désormais renforcé par le besoin d'identification, par les communes, de zones d'accélération des énergies renouvelables au sens de la loi d'accélération des énergies renouvelables, doit permettre de mieux prendre en compte le respect des différents enjeux sur le territoire concerné par un projet ; que pour Buzançais, ces enjeux sont liés principalement au patrimoine, aux paysages, au tourisme et, de manière générale, au projet de territoire porté par la collectivité et soutenu par l'Etat ;

Considérant que la commune de Buzançais contribue, par un développement de projets photovoltaïques, à hauteur de 15 MW autorisés et une quarantaine de MW en développement, dans le respect des enjeux précités, au développement rapide des énergies renouvelables sur le territoire indrien ;

Considérant que cette stratégie de développement des énergies renouvelables portée par la commune de Buzançais pourra être traduite dans les prochains mois dans le cadre de l'identification des zones d'accélération des énergies renouvelables et des zones d'exclusion comme, très probablement, le site du projet ;

Considérant que pour l'ensemble de ces motifs, le projet n'est pas acceptable en raison de son impact sur la protection et la conservation des monuments protégés et sur le cadre de vie des habitants de Buzançais ;

- Projet de LE TRANGER :

Considérant que depuis les années 2010, l'Indre est un département qui participe fortement au développement des énergies renouvelables puisque, outre l'intermittence et le décalage entre les périodes de consommation d'énergie et les périodes de production d'énergie, avec près de 680 MW de puissance installée en service et/ou autorisés (dont près de 480 MW d'énergie éolienne et 210 MW d'énergie photovoltaïque), la production d'énergie électrique renouvelable couvre d'ores-et-déjà la consommation électrique totale du département ;

Considérant qu'ainsi le département de l'Indre est le second producteur d'électricité renouvelable de la région Centre Val-de-Loire, bien au-delà de son poids habituel (population, surface...) dans la région ;

Considérant que le développement d'un mix énergétique (éolien, photovoltaïque, biomasse, méthanisation, géothermie...) sur le département, désormais renforcé par le besoin d'identification, par les communes, de zones d'accélération des énergies renouvelables au sens de la loi d'accélération des énergies renouvelables, doit permettre de mieux prendre en compte le respect des différents enjeux sur le territoire concerné par un projet ; que pour ce secteur, ces enjeux sont liés principalement au patrimoine, aux paysages, au tourisme et à la richesse de la biodiversité ;

Considérant que cette stratégie de développement des énergies renouvelables portée par les communes pourra être traduite dans les prochains mois dans le cadre de l'identification des zones d'accélération des énergies renouvelables et des zones d'exclusion comme, très probablement, le site du projet ;

Considérant que pour l'ensemble de ces motifs, le projet n'est pas acceptable en raison de son impact sur la protection et la conservation des monuments protégés, sur le cadre de vie des habitants et la richesse de sa biodiversité ;

Le préfet a en conséquence refusé ces deux projets.

Le même sort doit être réservé à ce projet qui concerne également une commune de l'INDRE (SEGRY)

Bien cordialement

Patrick KAWALA président de la FVED